



Montpellier Méditerranée Métropole
Département Culture et Sport
Pôle Jeunesse et Sports
Direction des Sports
Service Ressources



Ville de Baillargues
Place du 14 Juillet
34670 Baillargues
Direction Générale

**CONVENTION DE MANDAT DE MAÎTRISE D'OUVRAGE
RELATIVE AU PARC MULTI-GLISSE GÉRARD BRUYÈRE
À BAILLARGUES**

ENTRE

MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE

ET

LA VILLE DE BAILLARGUES

SOMMAIRE

PRÉAMBULE

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

ARTICLE 2 – ENTREE EN VIGUEUR - DURÉE DE LA CONVENTION

ARTICLE 3 – DESCRIPTION DE L'OPERATION ET DES OUVRAGES

ARTICLE 4 – MODE DE FINANCEMENT DE L'OPERATION ET DES OUVRAGES

ARTICLE 5 – ATTRIBUTIONS DES PARTIES DANS LE CADRE DU MANDAT

ARTICLE 6 – CONDITIONS DU CONSTAT D'ACHEVEMENT DES MISSIONS DU MANDATAIRE PAR LE MAITRE D'OUVRAGE

ARTICLE 7 – CONDITIONS DE PAIEMENT DES PRESTATIONS DANS LE CADRE DES MISSIONS ATTRIBUEES

ARTICLE 8 – RESPONSABILITÉS

ARTICLE 9 – MODIFICATION DE LA CONVENTION

ARTICLE 10 – RÉSILIATION DE LA CONVENTION

ARTICLE 11 – LITIGES

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

Montpellier Méditerranée Métropole,

Domiciliée 50, place Zeus – CS 39556 – 34961 Montpellier Cedex 2,

Représentée par _____, agissant en qualité de Vice-Président de
Montpellier Méditerranée Métropole, en vertu d'une décision n°
en date du

Ci-après désignée « le mandant »,

D'UNE PART

ET

La Ville de Baillargues,

Domiciliée place du 14 juillet – 34670 Baillargues,

Représentée par M. Jean-Luc MEISSONNIER, agissant en qualité de Maire, en vertu d'une
délibération n° _____ en date du

Ci-après désignée « le mandataire »,

D'AUTRE PART

Il a été arrêté et convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Le projet d'équipement « Parc multi-glisse Gérard-Bruyère », initié par la Ville de Baillargues, sur son territoire, s'étendra sur une superficie de 12 hectares à l'Ouest de la Ville et permettra de lier des activités de détente et de promenade propres à un parc classique aux activités de sports de glisse comme le roller et le wakeboard, activité sportive très prisée et en fort développement en France et en Europe.

Par délibérations n° 13247 en date du 30 septembre 2015 et 13642 en date du 24 février 2016, Montpellier Méditerranée Métropole a intégré le Parc Gérard Bruyère dans la liste des équipements reconnus d'intérêt métropolitain au titre des compétences acquises dans le domaine des équipements sportifs, telles que définies par les délibérations n° 4846 du 18 septembre 2002 et n° 4848 du 22 octobre 2002 modifiée.

Les délibérations du Conseil de Métropole en date du _____ et du Conseil
Municipal de la Ville de Baillargues en date du _____ ont acté l'effectivité du
transfert du Parc Gérard-Bruyère à Montpellier Méditerranée Métropole.

Montpellier Méditerranée Métropole se substitue donc à la Commune de Baillargues pour l'ensemble de ses droits et obligations, notamment contractuelles. L'ensemble des procédures administratives diligentées par la Commune de Baillargues sont donc transférées de plein droit à Montpellier Méditerranée Métropole.

Afin de permettre une parfaite continuité dans la poursuite des procédures engagées par la Ville de Baillargues et pour faciliter les modalités administratives du transfert du Parc Gérard-Bruyère, une convention de mandat est mise en œuvre, conformément aux dispositions de l'article L2422-5 du code de la commande publique¹, ayant pour objet de confier à la Ville de Baillargues la continuité opérationnelle de certaines procédures pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

Par conséquent Montpellier Méditerranée Métropole, par décision n° ... en date du....., a décidé de confier à la Ville de Baillargues le soin de faire réaliser en son nom et pour son compte les procédures administratives décrites dans le cadre de la présente convention.

Par délibération n° en date du la Ville de Baillargues accepte de se voir confier le présent mandat.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de préciser la nature, le contenu et les conditions de réalisation des missions confiées par Montpellier Méditerranée Métropole à la Ville de Baillargues. Conformément à l'article L2422-5 du Code de la Commande Publique, seules certaines attributions prévues par un contrat de mandat, seront confiées au mandataire.

La présente convention est destinée à fixer les droits et obligations respectifs des parties, notamment les conditions dans lesquelles le mandataire réalisera ses missions, sous le contrôle du mandant.

En application des dispositions de l'article L.300-3 du Code de l'Urbanisme, Montpellier Méditerranée Métropole demande au Mandataire, qui accepte, de réaliser, en son nom et pour son compte, dans les conditions définies ci-après, les procédures d'aménagement et les procédures de marchés publics telles que définies ci-dessous. Elle lui donne à cet effet mandat de la représenter pour accomplir en son nom et pour son compte tous les actes juridiques nécessaires, pour la bonne réalisation de sa mission dans les limites fixées par la présente convention.

ARTICLE 2 – ENTREE EN VIGUEUR - DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est consentie à compter de sa notification.
Elle prendra fin à la date d'obtention du quitus de fins de missions délivré par le mandat.

ARTICLE 3 – DESCRIPTION DE L'OPERATION ET DES OUVRAGES

Le projet du parc urbain multi-glisse Gérard Bruyère, d'une surface de 12 ha, se compose :

L. 2422-5 du Code de la commande publique : « Dans la limite du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération qu'il a arrêtés, le maître d'ouvrage peut confier par contrat de mandat de maîtrise d'ouvrage à un mandataire l'exercice, en son nom et pour son compte, de tout ou partie des attributions mentionnées à l'article L. 2422-6, dans les conditions de la présente section.

Toutefois, la sous-section 4 de la présente section n'est pas applicable lorsque le maître d'ouvrage ne peut confier le mandat qu'à une personne désignée par la loi. »

- D'un plan d'eau permanent (20,90 m NGF) d'environ 6,1 hectares, comportant un bassin aménagé pour la pratique du téléski nautique et un bassin aménagé pour la pêche de type « prise et relâche » ;
- D'un merlon de séparation entre les deux bassins permettant notamment le fonctionnement indépendant du bassin de pêche et du traitement de l'eau ;
- D'une île au droit du merlon de séparation permettant la pratique de la pêche ;
- D'une île prévue au centre du bassin de téléski pour permettant l'accès aux rampes de lancement des skieurs ;
- Une voie d'accès à l'île du bassin de téléski et trois accès de secours ;
- D'un bâtiment d'accueil et de restauration ;
- D'espaces verts publics d'environ 1,2 hectares ;
- Des promenades piétonnes d'environ 2,1 km au total ;
- Une piste pour le roller, trottinettes, d'environ 1,2 km ;
- Un ouvrage de génie civil permettant l'entonnement amont des crues ;
- Un ouvrage de génie civil permettant la restitution des débits écrêtés par les bassins à l'aval du projet ;
- Le Ruisseau Las Fonds dévié reliant ces deux ouvrages ;
- Des bassins et ouvrages de traitement des eaux du bassin de téléski ;
- Des gradins naturels le long aménagés sur une partie de la clôture Nord du projet (derrière la RN113) pour accueillir les spectateurs lors de manifestations sportives ;
- Une zone de jeux pour enfants et une zone de pique-nique ;
- Un kiosque ;
- Des équipements sportifs notamment de type « cross training » ;
- Une aire de stationnement à l'entrée du site ;
- De l'ensemble des VRD nécessaires au projet.

ARTICLE 4 - LE MODE DE FINANCEMENT DE L'OPERATION ET DES OUVRAGES

L'opération a fait l'objet d'un vote d'une autorisation de programme de 14 millions d'euros TTC dans le cadre d'une délibération n°13702 de MMM en date du 18 avril 2016.

Cette autorisation de programme correspond à l'enveloppe prévisionnelle de l'opération.

En cas de modification de ladite autorisation de programme, Montpellier Méditerranée Métropole en informera le mandataire.

L'opération fait l'objet de plusieurs subventions notamment :

- De la part de la Région Occitanie au titre d'une délibération attributive N°CR-13/13.424 du 19/07/2013 d'un montant de 1 400 000 Euros ;
- De la part du CNDS au titre d'une décision CNDS-DES-DN n°6129 (SES n°12069) du 26 avril 2013 d'un montant de 400 000 Euros.

Enfin, sous réserve du vote du budget 2020, la commune de Baillargues s'engage sur le principe d'une participation complémentaire par fonds de concours pour la réalisation du bâtiment d'accueil / restaurant d'un montant de 400 000 €.

ARTICLE 5 - ATTRIBUTIONS DES PARTIES DANS LE CADRE DU MANDAT

Article 5.1.1 – Attributions relatives aux procédures d'aménagement – procédures foncières

La Ville de Baillargues exercera toutes les attributions attachées à la qualité de maître d'ouvrage pour les procédures d'aménagement toujours en cours d'instruction au moment du transfert effectif du Parc dans la liste des équipements métropolitains.

Le dépôt du permis d'aménager valant permis de construire pour les structures de téléskis nautiques a été effectué par la Ville de Baillargues le 26 juillet 2019.

Ce permis est toujours en cours d'instruction auprès des services de la Ville de Baillargues.

Dans ce contexte, Montpellier Méditerranée Métropole confie à la Ville de Baillargues la finalisation de cette procédure d'aménagement, et notamment la mise en œuvre de la procédure de participation du public par voie électronique.

Par ailleurs, la Ville de Baillargues s'engage à suivre et finaliser l'ensemble des procédures foncières et contentieuses attachées toujours en instance à la date du transfert effectif de l'équipement.

Néanmoins, en cas de nouveaux contentieux sur le volet foncier/expropriation, Montpellier Méditerranée Métropole sera compétente.

Article 5.1.2 – Modalités de contrôle technique et de validation des missions relatives aux procédures d'aménagement

Montpellier Méditerranée Métropole sera tenue régulièrement informée par le mandataire de l'avancement de sa mission (deux réunions dédiées par mois).

Le mandataire s'engage à participer à toutes les réunions demandées par Montpellier Méditerranée Métropole ayant pour objet cette mission.

Le mandant aura le droit de faire procéder à toutes vérifications qu'il jugera utiles pour s'assurer que les clauses de la présente convention sont régulièrement observées et que ses intérêts sont sauvegardés.

A l'issue de chacune des procédures, le mandataire transmettra au mandant l'ensemble des pièces administratives et techniques permettant aux services de Montpellier Méditerranée Métropole d'apprécier la bonne finalisation des dites procédures.

Le mandant notifiera son approbation de ladite mission dans les conditions énumérées à l'article 6 de la présente convention de mandat.

Article 5.2 – Attributions relatives aux marchés publics

Article 5.2.1 – Attributions relatives à la Ville de Baillargues

La Ville de Baillargues exercera toutes les attributions attachées à la qualité de maître d'ouvrage pour les procédures de passation des marchés publics suivants :

- poursuite de la procédure d'attribution du marché de travaux de réalisation des ouvrages de traitement de l'eau (Lot n°2) (notification incluse, y compris réponses aux éventuelles demandes de précisions sur les motifs de rejet d'une candidature ou d'une offre, de transmission du rapport d'analyse, et avis attribution) ;
- poursuite de la procédure d'attribution du marché de conception-réalisation des structures de téléski-nautique (notification incluse, y compris réponses aux éventuelles demandes de précisions sur les motifs de rejet d'une candidature ou d'une offre, de transmission du rapport d'analyse, et avis attribution) ;
- poursuite de la procédure d'attribution des marchés de travaux paysagers (notification incluse y compris réponses aux éventuelles demandes de précisions sur les motifs de rejet d'une candidature ou d'une offre, de transmission du rapport d'analyse, et avis attribution) ;
- conduite de la procédure d'attribution du marché de maîtrise d'œuvre pour la construction d'un bâtiment d'accueil et de restauration (notification incluse y compris réponses aux éventuelles demandes de précisions sur les motifs de rejet d'une candidature ou d'une offre, de transmission du rapport d'analyse, et avis attribution).

Dans le respect du Code de la commande publique et des textes pris pour son application, la Ville de Baillargues est seule compétente pour organiser l'ensemble des opérations de sélection des cocontractants dans le cadre de la passation des marchés nécessaires à la réalisation de l'opération, signer et notifier les marchés.

Plus généralement, le mandataire examinera les candidatures et offres, procédera aux demandes éventuelles de compléments, précisions, régularisation, conduira les négociations lorsque celles-ci sont permises par la procédure de passation retenue. Le mandataire est chargé, en relation étroite avec les services de Montpellier Méditerranée Métropole, de l'analyse des offres et de la rédaction du rapport provisoire d'analyse des offres qui deviendra définitif après validation par le mandant.

Si la procédure de passation relève de la commission d'appel d'offres de 3M, le mandataire présentera ce rapport à la commission.

Le mandataire sollicitera des attributaires pressentis l'ensemble des pièces attestant de la régularité de leur situation fiscale, sociale et au regard du droit du travail, pièces dont il s'assurera de la complétude et recevabilité.

A réception d'une copie de la décision d'attribution du marché prise par 3M, il procédera à la notification du rejet des offres non retenues, à la mise au point éventuelle du marché, à sa signature, à sa transmission, si requise, au contrôle de légalité puis à sa notification. Il veillera enfin à la parution des avis d'attribution correspondants et traitera les demandes de précisions, sur les motifs de rejet des candidatures et/ou offres, ou demandes de communication du rapport d'analyse des offres, dans le respect du secret industriel et commercial.

Le mandataire transmettra au mandant, pour tous les marchés publics passés :

- les dossiers de consultation des marchés ;
- l'ensemble des pièces relatives à la procédure de passation (négociation, demande de régularisation, traitement éventuel des offres anormalement basses, lettre informant l'attributaire pressenti et sollicitant la production des documents attestant de la régularité de sa situation, les dites attestations y compris preuve de leur recevabilité,

le dossier de candidature de l'attributaire du marché, et compléments éventuels sollicités, son R.I.B., les lettres informant les candidats non retenus, les lettres de notification des marchés, etc..).

- les rapports d'analyse des candidatures et offres ;
- la copie des marchés notifiés et transmis au contrôle de légalité.

Le mandataire représentera le mandant à l'égard des tiers dans l'exercice des attributions confiées.

Par ailleurs, la Ville de Baillargues s'engage à suivre l'ensemble des procédures contentieuses attachées à la passation des marchés passées au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 5.2.2 – Attributions relatives à Montpellier Méditerranée Métropole

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à informer la Ville de Baillargues de toute modification relative au programme ou l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération.

A compter de la notification des marchés par le mandataire, les services de Montpellier Méditerranée Métropole prendront en charge l'ensemble de l'exécution administrative, technique et financière des actes ainsi transférés.

Afin d'assurer le pilotage et la coordination de l'ensemble des études et du suivi du projet, Montpellier Méditerranée Métropole autorise la Ville de Baillargues à solliciter, dans le cadre des procédures de passation confiées, le groupement de maître d'œuvre dont BRL Ingénierie est mandataire (sis au 1105, avenue Pierre Mendès France – 30000 Nîmes) et l'ensemble des prestataires associés à la maîtrise d'œuvre (contrôle technique, coordination sécurité et protection de la santé, etc...). Le mandataire doit systématiquement en informer la direction des sports de Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 5.2.3 – Modalités de contrôle technique et de validation des missions relatives aux procédures de marchés publics

Montpellier Méditerranée Métropole sera tenue régulièrement informée par le mandataire de l'avancement de sa mission (deux réunions dédiées par mois).

Le mandataire s'engage à participer à toutes les réunions demandées par Montpellier Méditerranée Métropole ayant pour objet l'opération.

Le mandant aura le droit de faire procéder à toutes vérifications qu'il jugera utiles pour s'assurer que les clauses de la présente convention sont régulièrement observées et que ses intérêts sont sauvegardés.

A l'issue de chacune des procédures réalisées, le mandataire transmettra au mandant l'ensemble des pièces administratives et techniques demandées à l'article 5.2.2, permettant aux services de Montpellier Méditerranée Métropole d'apprécier la bonne finalisation des dites procédures.

Le mandant notifiera son approbation de ladite mission dans les conditions énumérées à l'article 6 de la présente convention de mandat.

5.3 – Incidence financière des choix du mandataire dans le cadre des procédures de marchés publics

Le mandataire veillera au respect de l'enveloppe financière votée par le mandant dans le cadre de l'autorisation de programme telle que décrite à l'article 4 de la présente.

Dans le cadre des procédures de passation des marchés publics, s'il apparaît que les prix des offres des candidats retenus entraînent un dépassement de l'enveloppe financière de l'opération, le mandataire devra en avertir Montpellier Méditerranée Métropole. Cette dernière devra lui donner son accord exprès et préalable pour la signature des marchés et l'augmentation corrélative éventuelle de ladite enveloppe.

Par ailleurs, il ne saurait prendre, sans l'accord du Mandant, une quelconque décision pouvant entraîner le non-respect du programme et/ou de l'enveloppe financière prévisionnelle et devra informer le Mandant des conséquences financières directes ou indirectes de toutes décisions que celui-ci prendrait. Cependant, il devra proposer au Mandant au cours de sa mission toutes modifications ou solutions qui lui apparaîtraient nécessaires ou simplement opportunes.

ARTICLE 6 – CONDITIONS DU CONSTAT D'ACHEVEMENT DES MISSIONS DU MANDATAIRE PAR LE MAITRE D'OUVRAGE

A l'issue de chacune des missions sus visées, le mandataire transmettra au mandant l'ensemble des pièces administratives et techniques demandées aux articles 5 de la présente convention.

Le mandant notifiera son approbation de ladite mission du mandataire dans un délai maximal de 2 mois à compter de la réception des documents. A défaut de réponse dans ce délai, l'approbation du mandant est réputée acquise.

L'ensemble des missions du mandataire, objet du présent mandat, prend fin par le quitus délivré par le mandant, à la demande du mandataire, après exécution complète de ses missions.

Le mandant doit notifier sa décision au mandataire dans les trois mois suivant la réception de la demande de quitus. Les obligations contractuelles du mandataire ne prennent fin qu'à l'obtention du quitus.

ARTICLE 7 – CONDITIONS DE FINANCEMENT DES PRESTATIONS DANS LE CADRE DES MISSIONS ATTRIBUEES

L'ensemble des prestations de service de maîtrise d'ouvrage décrites dans la présente convention sont réalisées sans contrepartie financière. Il n'est donc également pas prévu de pénalités.

En ce qui concerne le paiement des prestations dans le cadre des missions attribuées, le principe est que le mandataire ne prend pas en charge le paiement des factures générées soit par la passation soit par l'exécution des marchés dont il a la charge.

L'ensemble des demandes de paiement seront faites auprès du mandant.

Montpellier Méditerranée Métropole sollicitera la Ville de Baillargues afin d'obtenir les attestations relatives aux services faits.

Le mandataire s'engage à mentionner dans tous les contrats qu'il se voit attribué, que les demandes de paiement devront parvenir à l'adresse suivante :

Courriel : factures.fournisseurs@montpellier3m.fr

Facturation électronique : conformément à l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, les entreprises doivent, depuis le 1er janvier 2017 pour les entreprises de + de 5 000 salariés, ou progressivement suivant le calendrier ci-dessous en fonction de la taille de l'entreprise, transmettre leurs factures par voie dématérialisée à Montpellier Méditerranée Métropole, via le portail CHORUS (https://chorus-portail-pro.finances.gouv.fr/chorus_portail_pro/)

De la même manière l'ensemble des frais engagés au titre des procédures d'aménagement en cours seront payées par Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 8 – RESPONSABILITÉS

Le mandataire est responsable de sa mission.

De ce fait, il n'est tenu envers le mandant que de la bonne exécution des attributions dont il a personnellement été chargé par celui-ci ; il a une obligation de moyens mais non de résultat.

La mission de la Ville de Baillargues est limitée à la durée de la présente convention dans les conditions définies à l'article 2.

Au terme de la convention, Montpellier Méditerranée Métropole recouvrera l'ensemble de ses attributions et responsabilités de maître d'ouvrage.

ARTICLE 9 – MODIFICATION DE LA CONVENTION

La présente convention ne pourra être modifiée que par voie d'avenant écrit et signé par les personnes dûment habilitées à cet effet.

ARTICLE 10 – RÉSILIATION DE LA CONVENTION

Article 10.1 – Résiliation pour motif d'intérêt général

Les parties pourront mettre fin à la convention à quelque date que ce soit, pour un motif d'intérêt général. Leur décision fera l'objet d'un courrier recommandé avec accusé de réception ou d'un acte extra-judiciaire et comportera l'énoncé des motifs d'intérêt général justifiant la résiliation.

Article 10.2 – Résiliation pour manquement aux obligations de la convention

La résiliation de la convention peut être prononcée par toute partie à la convention en cas de manquement grave, par l'une des parties, à l'une des obligations au titre de la présente convention.

Il sera d'abord procédé à une mise en demeure par lettre recommandée avec avis de réception ou par acte extra-judiciaire.

Si, dans un délai d'un mois, la mise en demeure n'a pas été suivie d'effets et les observations ne s'avèrent pas fondées, la résiliation de la présente convention sera notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception ou par acte extra-judiciaire.

ARTICLE 11 – LITIGES

Tout litige survenant au sujet de l'application de la présente convention sera de la compétence du tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier, le
(en 2 exemplaires)

Pour Montpellier Méditerranée Métropole,

Pour la Ville de Baillargues,

Le Maire,

Jean-Luc MEISSONNIER